

# Tous les «global players» perçoivent la nécessité de diversifier les énergies

*Alors que le CEO de Shell préconise des mesures interventionnistes, un Etat*

*comme le Japon privilégie, selon le vice-ministre Toshiaki Kitamura, la persuasion.*

À SAINT-GALL

Urgence et nécessité d'agir! L'urgence commande de tenir compte de la fragilité de notre environnement. Quant à la nécessité, elle exige de prendre des décisions politiques et économiques appropriées pour assurer l'avenir dans l'approvisionnement des ressources. Elle ne fait plus aucun doute pour personne. Tous les «global players» présents à cette 37<sup>e</sup> édition du symposium de Saint-Gall achevée samedi en sont bien convaincus. Contribuer à une salutaire prise de conscience, n'est-ce pas le but par excellence d'un tel exercice?

## Débat sur l'opportunité de l'interventionnisme

Partant de ce constat, Jeroen van der Veer, le CEO de Royal Dutch Shell, s'attend d'abord à un doublement de la demande en énergie en Chine et en Inde pour 2050. «Le recours croissant au charbon, de même que la consommation générale de combustibles fossiles vont entraîner des émissions de CO2 supplémentaires, peut-être à des niveaux inacceptables», prévient le Néerlandais, s'embrasant à la fois pour les énergies renouvelables et les économies à faire dans notre consommation. Favorable à l'implantation de législations et de technologies sus-

ceptibles de provoquer leur jaillissement et de limiter les émissions nocives, «Shell conçoit de tels défis comme de nouvelles opportunités. Pourtant, il n'existe aucune solution magique, mais plutôt une difficile recherche de vérité, les prochaines décennies – jusque vers 2050 – s'annonçant turbulentes et nous conduisant à explorer de nouvelles pistes», poursuit le CEO. Est-ce un facteur de désinvestissement? Non, à condition que les gouvernements s'engagent à mettre sur pied les moyens de régulation adéquats. Dans le secteur des transports, ils doivent se montrer déterminés à imposer des standards de combustion d'essence aux constructeurs automobiles. Même exigence interventionniste pour ce qui concerne les mécanismes de négociation des droits d'émission. Le Néerlandais salue par ailleurs chaleureusement les objectifs pris par l'UE de réduire la consommation énergétique de 20% et de se diversifier d'autant en direction des énergies vertes. Il demande toutefois de faire preuve de patience sur les résultats qui doivent être attendus seulement sur le long terme, compte tenu du prix qui risque de se répercuter sur le consommateur. Cet appel en direction d'un interventionnisme massif suscite

en revanche un franc scepticisme auprès de Toshiaki Kitamura, vice-ministre au Ministère de l'économie nippon. «C'est peut-être réaliste de l'imaginer au Japon, mais convaincre d'agir de cette manière la Chine ou mieux encore les Etats-Unis est illusoire», assure le représentant du gouvernement nippon. Persuader par la discussion et la négociation plutôt que d'imposer, c'est la pédagogie à laquelle s'attelle présentement le premier ministre Abe auprès de ses partenaires de Washington. Contrairement à d'autres, Kitamura discerne chez les Américains une attitude plus positive. Sensibles à l'opinion internationale, mais aussi aux échéances électorales, ils intègrent ces facteurs qui jouent, à ses yeux, présentement un rôle considérable.

## Le Japon mise sur l'énergie nucléaire

Intéressant aussi de voir com-



ment les autorités du Japon, puissance comptant pour 14% du PIB mondial mais ne consommant que 5% de l'énergie, envisagent la diversification à ce sujet. A cet effet, l'Empire du Soleil levant mise résolument sur le nucléaire, qui représentera les 30 à 40% de sa production énergétique d'ici 2030. «Nous devons accepter le fait que ce mode contribue à notre sécurité sur ce plan et à la réduction des émissions de gaz», remarque le ministre. Egalement abondant en Asie, le charbon. Le Japon compte sur lui et une technologie pour le rendre plus propre, les Nippons se montrant manifestement sceptiques quant au potentiel offert par les énergies renouvelables, chères, dépendant des conditions météorologiques et peu rationnelles en termes d'aménagement du territoire.

#### **ABB crée une culture fondée sur le développement durable**

Le souci de ne pas polluer préoccupe aussi une entreprise helvétique comme ABB. Sur l'air de «Mieux vaut agir aujourd'hui plutôt que d'attendre», son président et CEO Fred Kindle évoque aussi la responsabilité morale et l'exigence de se montrer proactif en tant que société. Concrètement, ABB est devenu très sourcilleuse, dans son approvisionnement de fournitures propres et sûres, en procédant à la conclusion de contrats à long terme. Mais elle s'engage dans toute la mesure du possible à créer une véritable culture, un environnement serait-on presque tenté de dire, fondée sur le développement durable.

[e.bloch@agefi.com]

**EDGAR BLOCH**

Argus Ref 27289775